

Enseigner des histoires difficiles

Cette ressource destinée aux élèves de 10^e année explore l'histoire des Noirs en Ontario de 1950 à 1980 à travers trois thèmes interreliés : culture et immigration, droits civils et représentation, ainsi que politiciens noirs et personnalités noires influentes. Elle retrace comment les règles d'immigration ont changé le profil des personnes autorisées à venir en Ontario, comment les communautés ont créé des réseaux culturels et d'information, comment les lois sur les droits civils ont été mises à l'épreuve dans la pratique et comment les élus et les personnalités publiques ont façonné la vie civique. L'approche est provinciale, avec des exemples tirés de Hamilton, Windsor-Essex, Ottawa, London, Mattawa, Chatham-Kent et Toronto.

Chaque thème est présenté sous la forme d'un récit court et fluide qui met l'accent sur les personnes, les lieux et les politiques. Les élèves découvriront les règlements sur l'immigration de 1962 et le système de points de 1967, l'essor des pôles communautaires et des festivals, ainsi que le rôle des journaux communautaires et des organisations locales. Elles et ils verront également comment la *Fair Employment Practices Act* de 1951, la *Fair Accommodation Practices Act* de 1954 et le *Code des droits de la personne* de 1962 ont établi le cadre des droits en Ontario, comment les sit-in de Dresden et l'affaire Harry Gairey ont mis à l'épreuve l'accès aux espaces publics, et comment les débats sur le maintien de l'ordre ont fait leur entrée dans le débat public à la fin des années 1970. Les profils de leaders tels que Leonard Braithwaite, Lincoln Alexander, le D^r Saint-Firmin Monestime, Daniel G. Hill, Oscar Peterson, Harry Jerome et Jean Augustine montrent comment la représentation et l'influence ont pris forme dans toute la province.

L'objectif est d'être précis et clair sans trop simplifier. Chaque section met en avant les communautés, les institutions et les événements ontariens afin de montrer les expériences quotidiennes qui ont mené aux changements politiques. Le personnel enseignant peut utiliser ces thèmes comme lectures autonomes ou comme une séquence, en les associant à des sources primaires telles que des lois et des codes des droits, des procès-verbaux municipaux, des photographies d'archives, des journaux, des récits oraux et des documents sur les festivals, afin d'aider les élèves à établir le lien entre la politique provinciale et l'histoire locale.

Remarque sur le langage historique

Certains documents primaires utilisés ou référencés dans cette ressource reflètent le langage de leur époque, y compris des termes ou des descriptions qui peuvent aujourd'hui être considérés comme désuets ou offensants. Ils sont inclus afin de préserver le contexte et d'aider les élèves à comprendre comment les gens écrivaient, légiféraient et débattaient à cette époque. Lorsque vous utilisez ces documents, présentez-les en précisant clairement vos attentes, indiquez qu'il s'agit de termes

historiques et concentrez la discussion sur les preuves, 'les répercussions et l'évolution au fil du temps.

Contenus d'apprentissage reliés au cours d'histoire

D2.4 Décrire comment certaines personnes et communautés noires et certaines organisations de personnes noires ont dénoncé le racisme envers les Noirs au Canada et ont lutté activement contre ce racisme, et analyser les changements dans la société qui ont découlé de leurs efforts durant cette période et ce qui est resté inchangé.

E3.3 Analyser certains événements, développements ou défis systémiques importants ayant touché les communautés noires du Canada durant cette période, et évaluer les effets de ces événements, développements ou défis sur les identités, la citoyenneté et le patrimoine au Canada.

Chronologie de l'histoire des Noirs

Note du transcripteur : Début du tableau.

Le tableau présente les dates et événements suivants :

1914-1918

Participation des Canadiens noirs à la Première Guerre mondiale. En 1916, les autorités militaires autorisent la création d'un bataillon exclusivement composé de Noirs. Le 2e bataillon n'est pas autorisé à combattre.

1939-1945

Participation des Canadiens noirs à la Seconde Guerre mondiale. L'armée canadienne a d'abord refusé les volontaires noirs, mais beaucoup ont ensuite été acceptés dans l'armée régulière et dans le corps des officiers.

1944

L'Ontario adopte la *Racial Discrimination Act* (loi sur la discrimination raciale), devenant ainsi la première province à adopter une telle loi. La loi interdit la publication et l'affichage de tout symbole, signe ou avis exprimant une discrimination ethnique, raciale ou religieuse.

Le 6 avril 1954

L'Ontario adopte la *Fair Accommodation Practices Act*. La loi stipule que « nul ne peut refuser à une personne ou à une catégorie de personnes les logements, les services ou les installations habituellement offerts au public ».

Le 19 janvier 1962

Alors qu'elle occupait le poste de ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Ellen Fairclough a réformé la politique d'immigration « Canada blanc ».

Le 25 septembre 1963

Premier Noir élu au Parlement canadien, Leonard Braithwaite est devenu le premier Noir à siéger dans une assemblée législative provinciale lorsqu'il a été élu député libéral d'Etobicoke, en Ontario. Il a présenté un projet de loi visant à abroger la loi qui autorisait l'existence d'écoles ségréguées.

Octobre 1971

Le premier ministre Trudeau a présenté la politique multiculturelle du Canada.

1993

Jean Augustine a été la première femme noire à être élue à la Chambre des communes au sein d'un conseil des ministres fédéral.

Note du transcripteur : Fin du tableau.

Culture et immigration

Dans les années 1950 et 1960, le Canada a commencé à démanteler les barrières raciales en matière d'immigration. En 1962, la ministre Ellen Fairclough a adopté des règlements supprimant la discrimination raciale ouverte et demandant aux fonctionnaires de sélectionner les immigrants en fonction de leurs qualifications et de leur capacité à s'établir au Canada, le compte rendu de la Chambre des communes soulignant l'admission « sans discrimination » fondée sur la race ou l'origine. En 1967, le système de points a uniformisé la sélection en utilisant des catégories telles que l'éducation, la demande professionnelle, l'âge, la langue et les offres d'emploi, ce qui a diversifié les arrivées et rendu la sélection plus transparente. Ces changements politiques ont redéfini qui pouvait entrer et s'installer au Canada et ont eu une incidence sur les modèles d'établissement dans l'Ontario.

Avant le système de points, il existait déjà une voie d'accès ciblée à l'immigration. Le programme de recrutement de domestiques antillaises (1955-1967) a permis à environ 3 000 femmes des Caraïbes de venir au Canada pour une année de travail domestique, à l'issue de laquelle elles pouvaient obtenir le statut d'immigrante reçue. La documentation relative à ce programme fait état de critères d'admissibilité stricts, de salaires inférieurs et d'horaires plus longs que ceux des travailleurs blancs. Les placements se faisaient dans les centres urbains de l'Ontario, et de nombreuses participantes choisissaient Toronto, Ottawa, Hamilton et London pour s'installer à long terme en raison de possibilités d'emploi et d'éducation. Ce programme leur a ouvert la voie à des carrières autres que le travail domestique. Jean Augustine est un exemple souvent cité : arrivée en 1960 dans le cadre de ce programme, elle a terminé son

année de travail, obtenu un certificat d'enseignement de l'Ontario en 1963, puis s'est orientée vers l'éducation et le leadership communautaire.

À mesure que la migration augmentait, les immigrants ont façonné les quartiers et les institutions à travers l'Ontario. À Toronto, les quartiers Bathurst-Bloor (souvent appelé Blackhurst) et Eglinton Ouest/Little Jamaica se sont développés pour devenir des centres névralgiques pour les petites entreprises appartenant à des immigrants, les organisations communautaires et les lieux culturels. L'histoire locale associe ces lieux aux nouveaux arrivants et à l'élargissement de la vie publique. Au-delà de Toronto, Windsor-Essex a connu une croissance régulière grâce au parrainage familial et à l'emploi dans le secteur des services, tandis que les quartiers centraux de Hamilton sont devenus des centres de défense des droits et de participation civique.

L'expression culturelle publique est devenue plus visible à mesure que les communautés d'immigrants se sont développées. Caribana a été lancé en 1967 à l'occasion du centenaire et est rapidement devenu un festival estival majeur célébrant la culture afro-caribéenne. Les premiers défilés ont eu lieu dans les rues du centre-ville de Toronto, puis se sont déplacés vers University Avenue et enfin vers Lakeshore. Des expositions dans les musées et des articles encyclopédiques documentent les itinéraires de l'événement, sa logistique et son rôle dans l'intégration de l'art, de la musique et des spectacles caribéens au calendrier civique de l'Ontario. Si Caribana était principalement basé à Toronto, son influence s'est étendue à travers des carnivals régionaux, des concerts et des événements communautaires à Hamilton, à Ottawa et à London.

Les réseaux d'information destinés aux immigrants se sont également développés. À partir de 1969, le journal *Contrast* a couvert des sujets et des points de vue qui n'étaient pas systématiquement représentés dans les médias grand public, notamment les questions d'immigration, les conflits sociaux, le logement, les services de police et les arts. D'anciens employés et journalistes se souviennent du travail d'investigation et de la fonction de formation des jeunes rédacteurs assurés par *Contrast*. Au-delà de Toronto, les bulletins communautaires et les bulletins d'information paroissiaux de Windsor-Essex, de London et de Hamilton publiaient des annonces d'événements, des offres d'emploi et des informations sur les droits, reflétant ainsi un écosystème provincial plus large de médias communautaires.

Bien que Caribana et le journal *Contrast* aient rendu la culture caribéenne plus visible, ces nouvelles communautés se heurtaient encore à une certaine résistance au Canada. En 1985, les inspecteurs alimentaires ont ordonné aux boulangeries de Toronto de cesser d'utiliser le terme « beef patty » pour désigner les galettes jamaïcaines de bœuf, en vertu de la *Loi sur l'inspection des viandes*. Les vendeurs et les défenseurs de la communauté ont résisté, et le conflit a attiré l'attention internationale. Cet épisode est resté dans les mémoires comme une affirmation du patrimoine alimentaire et de la dénomination des produits. Bien que centré sur Toronto, il a trouvé un écho dans les boulangeries d'Ottawa, de Hamilton et de Windsor-Essex qui vendaient ces galettes et

étaient confrontées à des questions similaires concernant l'étiquetage et la présentation.

Pistes de réflexion

- Comment des quartiers comme Little Jamaica sont-ils devenus des centres culturels, et quel rôle les petites entreprises et les organisations communautaires ont-elles joué dans leur développement?
- Quels effets des événements comme Caribana ont-ils eu sur la visibilité publique de la culture afro-caribéenne en Ontario?
- Comment les conflits quotidiens liés à l'alimentation, à la langue ou aux appellations peuvent-ils refléter des questions plus profondes sur l'identité et l'acceptation?

Droits civils et représentation

Le cadre juridique de l'Ontario en matière de droits après la guerre s'est développé grâce à une série de lois provinciales. La *Fair Employment Practices Act* (loi sur les pratiques équitables en matière d'emploi) de 1951 interdisait la discrimination raciale dans le recrutement et l'emploi, modifiant ainsi les règles en matière d'emploi pour les employeurs, les syndicats et les agences de placement. La *Fair Accommodation Practices Act* (loi sur les pratiques équitables en matière d'hébergement) de 1954 interdisait la discrimination dans les services, les installations et les lieux publics. Un *Code des droits de la personne* a consolidé et élargi ces lois et a créé la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) afin de sensibiliser les travailleurs et de faire respecter ces lois. Les lois et l'histoire des institutions montrent comment les lois ont évolué et soulignent l'augmentation du nombre de plaintes pour discrimination et de règlements à l'amiable au cours des années 1960 et 1970.

Ces nouvelles lois n'avaient d'importance que si les tribunaux les appliquaient. À Dresden (Chatham-Kent), des militants, dont Hugh Burnett et Bromley Armstrong, ont organisé des sit-in dans des restaurants qui continuaient à refuser de servir les clients noirs malgré la loi de 1954. Des poursuites judiciaires ont suivi, et cette affaire est largement citée comme le premier test réussi d'une loi moderne contre la discrimination au Canada. L'histoire de Dresden est souvent enseignée parallèlement à des exemples contemporains tirés de London et de Windsor-Essex, où des défenseurs ont documenté des refus de service dans des lieux publics et ont utilisé la loi pour faire pression en faveur du changement.

Les mesures prises par les municipalités ont contribué à créer des précédents juridiques. En 1945, Harry Gairey Jr. s'est vu refuser l'accès à une patinoire privée à Toronto. Son père, Harry Gairey, a interpellé le conseil municipal au sujet de la contradiction entre la conscription et l'exclusion, et la Ville a rapidement adopté une ordonnance contre la discrimination dans les lieux de divertissement publics. Cette

affaire est l'un des premiers exemples de mesures municipales qui ont ensuite été renforcées par la législation provinciale. Des plaintes parallèles et des discussions sur les règlements municipaux apparaissent dans les procès-verbaux des conseils municipaux de Hamilton et de Windsor dans les années 1950, montrant comment les autorités locales ont fait partie de la lutte pour les droits civiques.

D^r Daniel G. Hill a été nommé premier directeur de la CODP en 1962. Il a mis l'accent sur la conciliation, l'éducation et la communication d'informations au public, puis a rédigé des ouvrages influents sur les droits de la personne et l'histoire des Canadiens noirs. En 1978, Donna Hill et lui ont contribué à la création de l'Ontario Black History Society afin de promouvoir la recherche et la commémoration publique dans la province. D^r Hill a pris la parole dans tout l'Ontario, notamment à Hamilton, à Ottawa et à Windsor-Essex, afin de promouvoir la compréhension du Code juridique et d'encourager l'action sur le plan local.

Le mouvement militant a également cherché à obtenir des changements au niveau fédéral. Donald Willard Moore et la Negro Citizenship Association (NCA) ont mené une délégation de 34 membres à Ottawa en 1954, afin de réclamer des modifications aux lois sur l'immigration et de remettre en question les pratiques discriminatoires. Des expositions d'archives et des articles encyclopédiques reconnaissent que le travail de la NCA a influencé les discussions politiques qui ont abouti aux réformes de 1962 et 1967. Les réseaux de Moore s'étendaient à Toronto, à Hamilton, à Windsor-Essex et à Ottawa, où des conférenciers encourageaient les habitants à soumettre des pétitions et à partager des preuves des obstacles à l'emploi.

Le militantisme syndical s'est mêlé à la lutte pour les droits civiques. Stanley G. Grizzle a organisé les porteurs de voitures-lits, a occupé des fonctions de direction au sein du syndicat, puis est devenu juge de la citoyenneté. Ses archives comprennent des témoignages oraux sur le travail dans les chemins de fer reliant Toronto, Hamilton, London, Windsor et Ottawa, mettant en évidence des questions telles que l'attribution des tâches et les possibilités de promotion. Les chroniques de Grizzle documentaient les obstacles quotidiens et l'application pratique des lois sur l'égalité en matière d'emploi par les travailleurs de toute la province.

À la fin des années 1970, les tensions liées au maintien de l'ordre et à la responsabilité ont pris une place plus importante dans le paysage des droits civiques. La mort par balle d'Albert Johnson à Toronto en 1979 a donné lieu à des manifestations de masse et à de nouveaux appels en faveur d'un contrôle civil des forces de l'ordre. Les policiers ont été acquittés de l'accusation d'homicide involontaire, et les chronologies établies par la CODP classent cette affaire parmi les incidents qui ont façonné le débat public dans les années 1980. Les familles et les défenseurs des droits de la personne à Hamilton, à Windsor et à Ottawa ont fait référence à l'affaire Johnson dans des forums locaux pour réclamer la mise en place de systèmes de plainte et des réformes en matière de formation.

Pistes de réflexion

- L'Ontario a adopté des lois antidiscriminatoires dans les années 1950 et 1960, mais pourquoi leur application était-elle aussi importante que les lois elles-mêmes?
- Que nous apprend la délégation de la Negro Citizenship Association à Ottawa en 1954 sur la manière dont l'activisme communautaire et la politique fédérale peuvent s'influencer mutuellement?

Politiciens noirs et personnalités noires influentes

La représentation s'est étendue à travers l'Ontario à plusieurs niveaux du gouvernement. En 1963, Leonard Braithwaite est devenu le premier député provincial noir de l'Ontario. Dans son premier discours (le 4 février 1964), il a réussi à convaincre l'Assemblée législative de supprimer la clause qui autorisait encore la ségrégation raciale dans les écoles, et le gouvernement a rapidement abrogé cette disposition. Braithwaite a soutenu l'égalité des sexes à Queen's Park et a plaidé en faveur de l'égalité des chances dans l'éducation et l'emploi. Ses visites à Hamilton, à Windsor-Essex et à Ottawa lors d'événements électoraux et de réunions de parti ont contribué à diffuser le message au-delà de Toronto.

En 1968, Lincoln Alexander est devenu le premier député noir du Canada, représentant Hamilton-Ouest. Il a occupé le poste de ministre du Travail en 1979, puis celui de lieutenant-gouverneur de l'Ontario (1985-1991). La biographie d'Alexander met en lumière son travail dans les domaines de l'immigration, du travail et de l'inclusion civique, et son portrait dans la galerie officielle des lieutenants-gouverneurs souligne son rôle en tant que symbole provincial de représentation.

En 1963, D^r Saint-Firmin Monestime a été élu maire de Mattawa, et il est largement reconnu comme le premier maire noir élu au Canada. La carrière de Monestime dans le Nord de l'Ontario montre comment la représentation s'est étendue à la politique des petites villes. Son mandat a été prolongé dans les années 1970 et il a travaillé dans le domaine des soins de santé, illustrant ainsi un service public qui touchait la vie quotidienne loin des grandes villes de la province.

Des personnalités influentes ont façonné la culture, le sport et la vie publique dans tout l'Ontario. Daniel G. Hill a allié la recherche universitaire et l'administration publique, écrivant sur les droits et l'histoire et cofondant l'Ontario Black History Society en 1978. Oscar Peterson a acquis une renommée mondiale dans les années 1950 et 1960, avec des compositions telles que « Hymn to Freedom » sur le thème des droits civiques; ses réseaux de spectacle et d'enseignement l'ont relié à la scène culturelle ontarienne, notamment par des concerts et des enregistrements à Toronto, à Hamilton et à Ottawa. Harry Jerome a établi ou égalé plusieurs records mondiaux de sprint dans les années 1960, a remporté la médaille de bronze aux Jeux olympiques de 1964, puis a promu le sport chez les jeunes par des événements et des stages dans tout l'Ontario.

Jean Augustine montre comment les voies d'immigration des années 1960 se sont traduites en matière d'éducation et de leadership civique. Arrivée dans le cadre du programme de recrutement de domestiques en 1960, elle a rempli les conditions requises d'une année et obtenu son certificat d'enseignement de l'Ontario en 1963. Elle a travaillé dans des écoles catholiques, a rejoint des comités et des conseils d'administration, et a contribué à l'organisation des premières éditions du Caribana, qui ont permis de combiner le leadership en classe et le travail culturel dans les quartiers. Ses activités se sont étendues au-delà de Toronto, notamment aux réseaux des régions de Peel et de York, qui ont alimenté les discussions sur l'éducation à l'échelle de la province.

Des organisations et des publications communautaires ont aidé les immigrants à acquérir des compétences et à se créer des réseaux. Le journal *Contrast* couvrait des sujets liés à la police, à l'immigration et au logement, ainsi que des concerts et des pièces de théâtre à Hamilton, à London et à Windsor, intégrant ainsi la couverture provinciale à son programme hebdomadaire. Les bulletins paroissiaux et les bulletins d'information communautaires à Ottawa et à Windsor fournissaient des informations civiques et des avis sur les droits légaux et les services municipaux. Ensemble, ces sources ont aidé les nouveaux arrivants à s'orienter dans le monde du travail, de l'éducation et des services publics pendant une période de changements rapides.

Pistes de réflexion

- Comment des leaders tels que Leonard Braithwaite et Lincoln Alexander ont-ils élargi la représentation politique en Ontario, et pourquoi leur visibilité a-t-elle eu une importance au-delà de leur propre circonscription?
- Comment l'histoire de Jean Augustine illustre-t-elle le lien entre les voies d'immigration et le leadership civique?
- Pourquoi les réalisations culturelles et sportives ont-elles leur importance dans le débat sur les droits civiques et la représentation?

Note du transcripteur : Début du texte alternatif.

Photographie historique du Dr Douglas McFarlane examinant des négatifs de radiographie, comme mentionné ci-dessous.

Note du transcripteur : Fin du texte alternatif.



[D^r Douglas McFarlane, du Toronto Western Hospital, examine les négatifs d'un appareil de radiographie diagnostique] Date : le 1^{er} janv. 1972

Photographie du Globe and Mail

F 4695-1, NGC08675A

Archives publiques de l'Ontario



Hommes cueillant des pommes, pommes du triangle de la baie Georgienne, Clarksburg

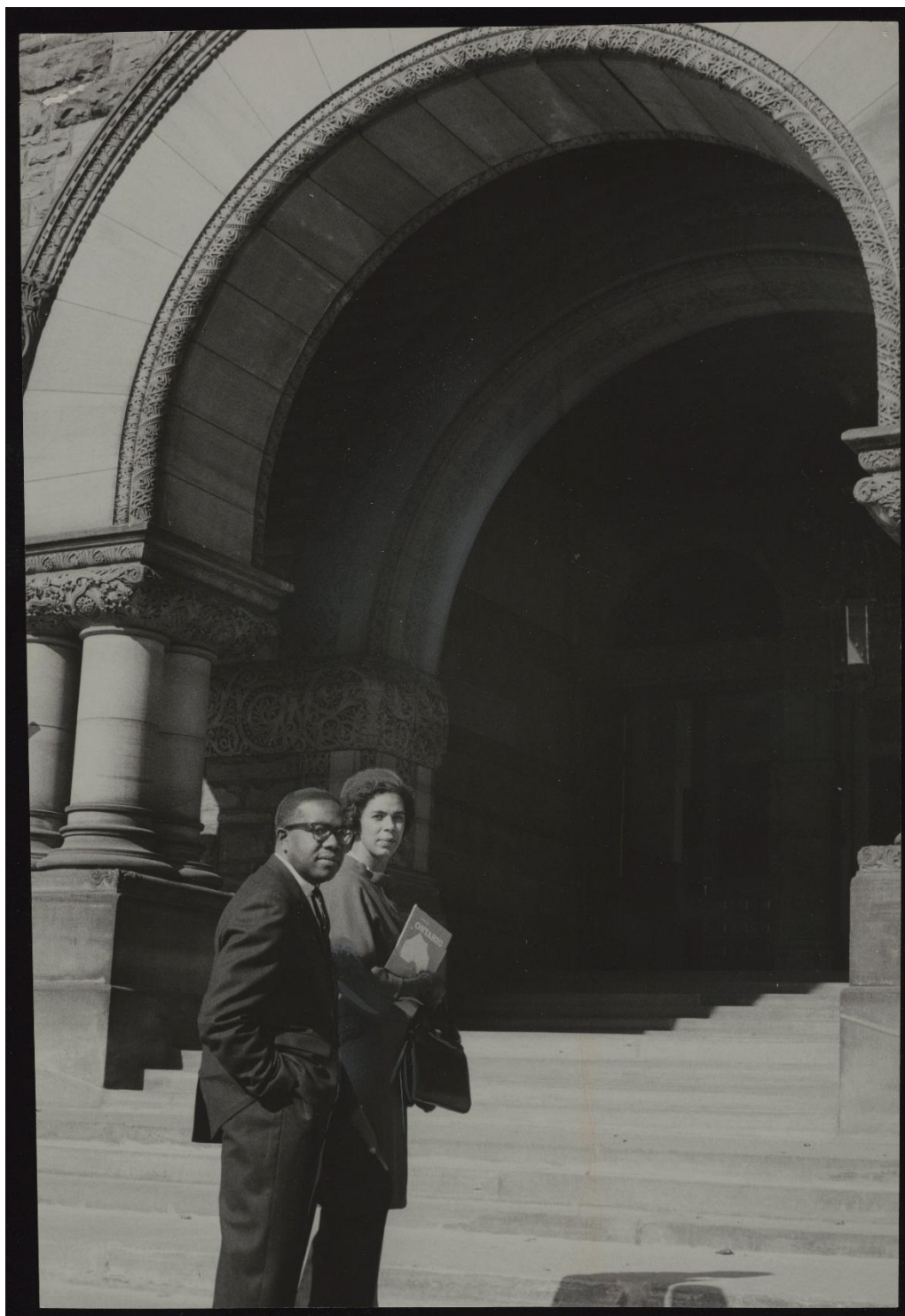
Date : novembre 1983

Lieu : Clarksburg (Ontario)

Créateur : ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales

Code de référence : RG 16-276-2, 83-B826

Archives publiques de l'Ontario, I0004608



Leonard Braithwaite, premier député noir de l'Assemblée législative de l'Ontario, et Anne Braithwaite, entrant à l'Assemblée législative.

Date : le 28 oct. 1963

Photographie du Globe and Mail

F 4695-1, NGC03451A



Des hommes et des femmes brandissant des pancartes défilent dans les allées lors d'une réunion organisée pour collecter des fonds en faveur des Sud-Africains victimes de discrimination raciale, au Massey Hall de Toronto.

Date : le 25 avr. 1960

Photographie du Globe and Mail

F 4695-1, NGC00735A

Archives publiques de l'Ontario



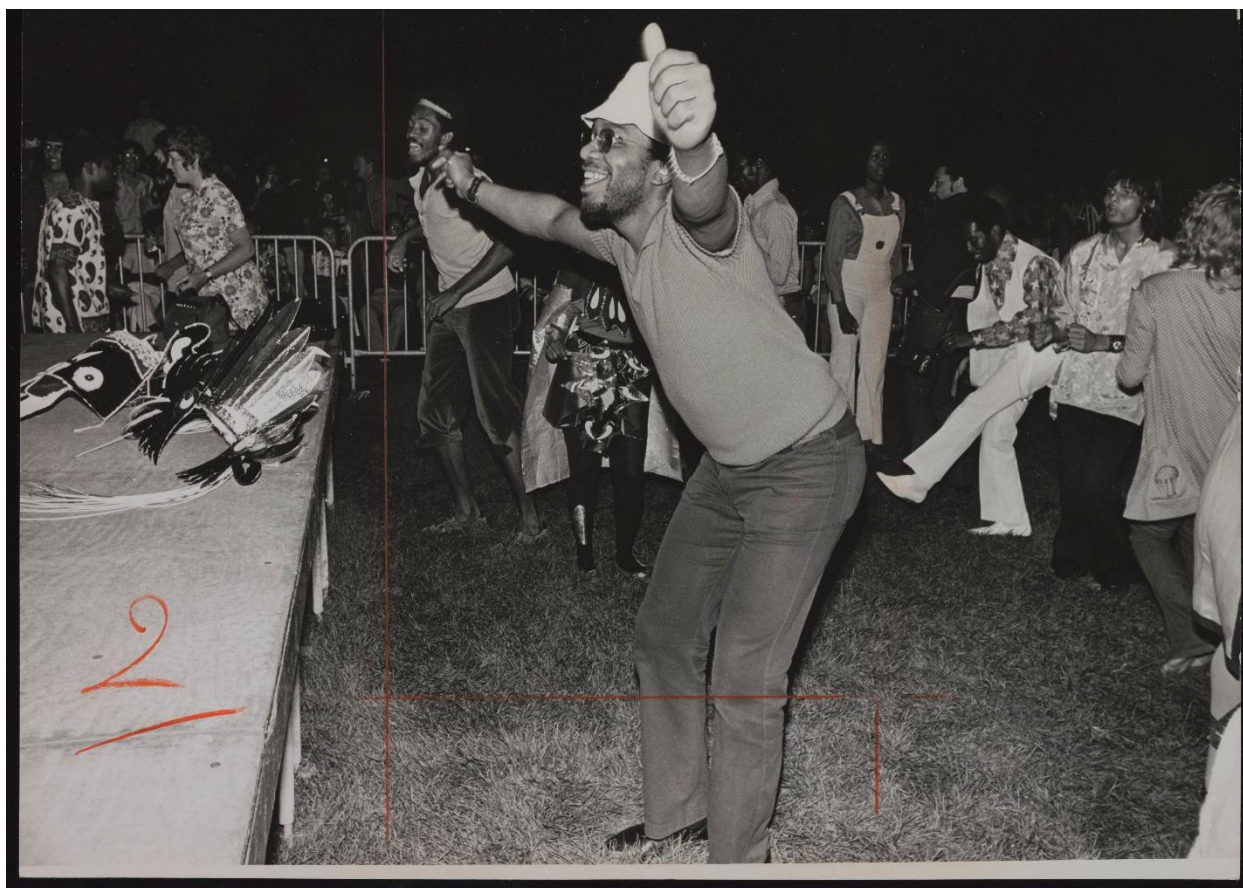
George Hees, candidat à la direction du Parti conservateur du Canada, en compagnie du D^r Saint-Firmin Monestime, de Mattawa, premier maire noir au Canada.

Date : le 5 sept. 1967

Photographie du Globe and Mail

F 4695-1, HPA013056A

Archives publiques de l'Ontario



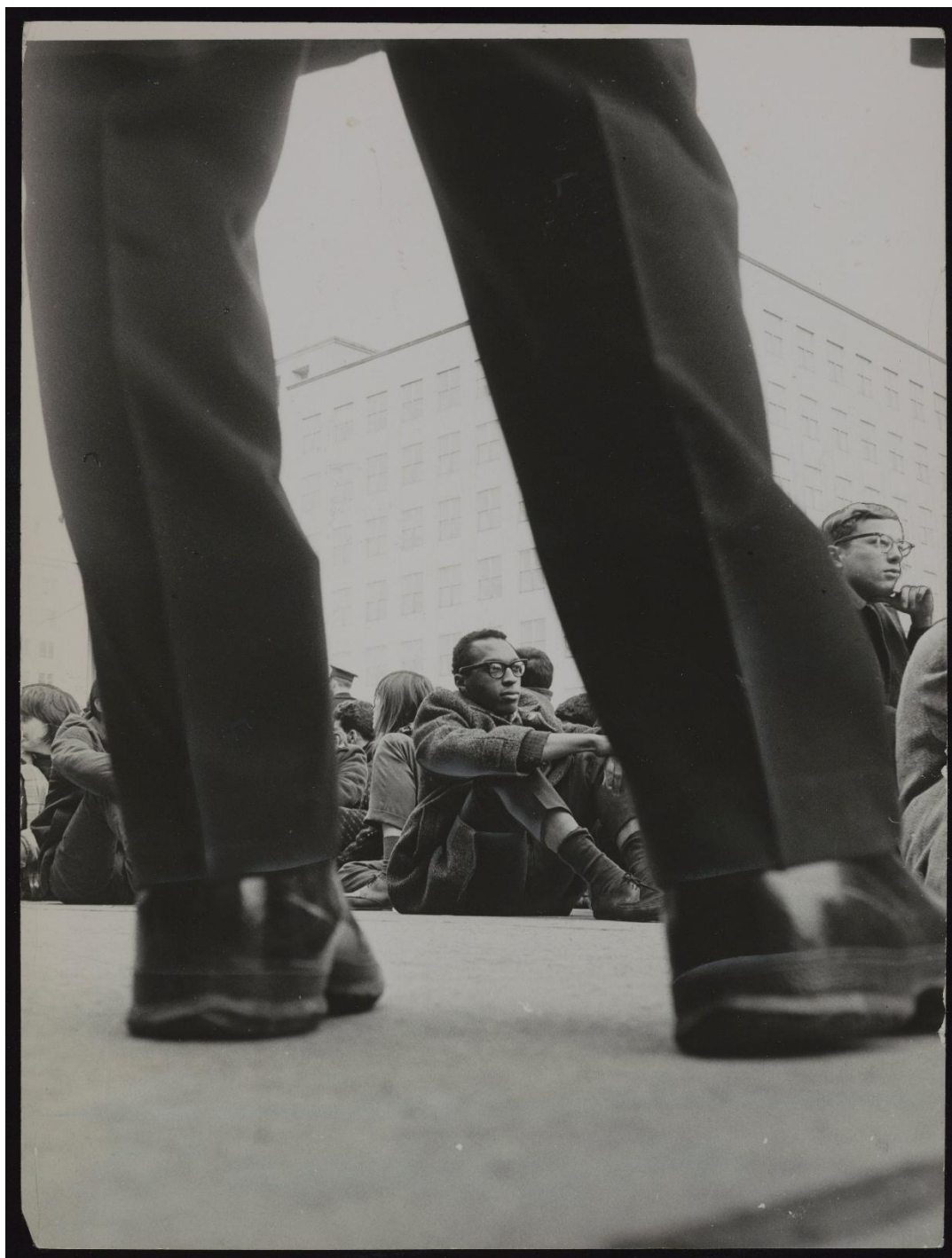
Danse lors du seul festival canadien consacré aux peuples des Caraïbes.

Date : le 1^{er} août 1971

Photographie du Globe and Mail

F 4695-1, HPA033986A

Archives publiques de l'Ontario



La police surveille les manifestants lors d'un sit-in pour les droits civiques devant le consulat général des États-Unis à Toronto.

Date : le 10 mars 1965

Photographie du Globe and Mail

F 4695-1, NGC00005A

Archives publiques de l'Ontario



Des percussionnistes antillais rendent hommage au leader américain des droits civiques assassiné [le révérend Martin Luther King, Jr.].

Date : le 9 avr. 1968

Photographie du Globe and Mail

F 4695-1, NGC07296A

Archives publiques de l'Ontario



Daniel G. Hill chez lui avec sa famille.

Date : vers 1958

Créateur : photographe inconnu. Fonds Daniel G. Hill.

Code de référence : F 2130-9-2-11

Archives publiques de l'Ontario, I0027965



Infirmières au nouvel hôpital Mount Sinai, Toronto

Date : 1965

Lieu : Toronto (Ontario)

Créateur : Julien LeBourdais

Code de référence : C 193-3-0-1727 65069-11

Archives publiques de l'Ontario, I0013833



Claire Grant a été couronnée Miss Caribana hier soir à l'hôtel Royal York.

Date : le 4 août 1978

Photographie du Globe and Mail

F 4695-1, HPA034016A

Archives publiques de l'Ontario



Femme costumée lors du défilé Caribana, Toronto

Date : vers 1970

Lieu : Toronto (Ontario)

Créateur : ministère des Transports

Code de référence : RG 14-151-3-149

Archives publiques de l'Ontario, I0005830

CENTRAL CITIZENS' ASSOCIATION
for the Advancement of Coloured People
Windsor, Ontario

November 16, 1950

Dear Friends:

Would you like to be able to enter any restaurant or place of amusement without a thought of being refused service?

Would you like your children to have equal opportunities for better jobs, higher education, and full privileges of citizenship?

Would you like to be able to select any piece of property you can afford ... in any neighborhood you like ... and buy or rent it openly and honestly?

Would you like 'teen age clubs for your children? Would you like the freedom of Essex County beaches and recreation centres?

It seems like magic when you consider that you can help make these things come true ... that YOU can help find happy answers to the problems and shame of discrimination and segregation.

One thing is certain. Acting TOGETHER ... all 2,000 of us, a lot can be accomplished, by education, example, by pressure if necessary, by active legislation, by publicity.

The Italians, the Poles, French-Canadians, Jews, Russians, Ukrainians, Scotch, English, Irish ... almost every nationality or group has its organization. We have none.

Put now the opportunity to organize for the benefit of all 2,000 of us is at hand ... and is offered by the Central Citizens' Association.

Come out to the next meeting, December 4th at 8:15 P. M. Come prepared to make your voice heard. Come prepared to participate in the C. C. A. programme.

First of all, we must publicly endorse the objectives of our own organization. Then, with the Central Citizens' Association recognized as the official voice of Windsor's 2,000 coloured people, we can ASK ... we can CRUSADE ... we can DEMAND ... and we can WIN.

If you want:

Fair employment practices,
Better jobs,
An Employment Service Bureau,
Home improvement and better housing,
Free access to public places,
Social services,
Cultural activities,
Community ACTION - - -

BE SURE TO ATTEND THE MEETING MONDAY, DECEMBER 4, 8:15 P. M.

North American Lodge Hall - 900 Mercer Street.

Yours for FIRST CLASS CITIZENSHIP

Mahlon C. Dennis
Zarry T. Morgan
Walter L. Perry
Mrs. Hilda Watkins
Forest S. "Pat" Watkins

Rev. M. Brown, Advisory Board Member
Lyle Talbot, President
Lyle Browning, Vice-President
Alton C. Parker (Past President)
Charles G. Hall (Treasurer)

Dépliant de la Central Citizens' Association for the Advancement of Coloured People,
Windsor

Date : 1950

Fonds Alvin D. McCurdy

Code de référence : F 2076-9-0-6

Archives publiques de Ontario

CENTRAL CITIZENS' ASSOCIATION

For the Advancement of Coloured People

Windsor (Ontario)

Le 16 novembre 1950

Chers amis,

Aimeriez-vous pouvoir entrer dans n'importe quel restaurant ou lieu de divertissement sans craindre d'être refusé?

Aimeriez-vous que vos enfants aient les mêmes chances d'accéder à de meilleurs emplois, à un enseignement supérieur et à tous les privilèges liés à la citoyenneté?

Aimeriez-vous pouvoir choisir n'importe quelle propriété dans les limites de vos moyens, dans le quartier de votre choix, et l'acheter ou la louer en toute transparence et honnêteté?

Aimeriez-vous que vos enfants puissent fréquenter des clubs pour adolescents?

Aimeriez-vous profiter librement des plages et des centres de loisirs du comté d'Essex?

Ces choses ne sont pas des rêves impossibles. Quand on y réfléchit, elles peuvent devenir réalité... si VOUS contribuez à trouver des solutions heureuses aux problèmes et à la honte de la discrimination et de la ségrégation.

Une chose est sûre. En agissant ENSEMBLE, tous les 2 600, nous pouvons accomplir beaucoup, par l'éducation, l'exemple, la pression si nécessaire, une législation active, la publicité.

Les Italiens, les Polonais, les Canadiens français, les Juifs, les Russes, les Ukrainiens, les Écossais, les Anglais, les Irlandais... presque toutes les nationalités ou tous les groupes ont une organisation. Nous n'en avons aucune.

'C'est le moment de nous organiser pour le bien de nous tous, les 2 600 membres, et de participer aux activités de la Central Citizens' Association.

Venez à la prochaine réunion, le 4 décembre à 20 h 15. Venez prêts à faire entendre vos voix. Venez prêts à participer au programme de la C.C.A.

Tout d'abord, nous devons approuver publiquement les objectifs de notre propre organisation. Ensemble, avec ' la Central Citizens' Association reconnue comme la voix officielle de 2 600 personnes de couleur à Windsor, **nous pouvons DEMANDER... nous pouvons CRITIQUER... nous pouvons INSISTER... et nous pouvons GAGNER.**

Si vous souhaitez :

des pratiques d'emploi équitables,

de meilleurs emplois,
un centre de services à l'emploi,
des rénovations pour votre logement ou un meilleur logement,
un accès gratuit à des lieux publics,
des services sociaux,
des activités culturelles,
une ACTION communautaire,

NE MANQUEZ PAS LA PROCHAINE RÉUNION LUNDI 4 DÉCEMBRE À 20 H 15.

Salle North American Lodge – 900, rue Mercer.

À VOUS POUR UNE CITOYENNETÉ DE PREMIÈRE CLASSE

Mahlom C. Dennis

Barry T. Morgan

Walter L. Perry

Mrs. Hilda Watkins

Forest S. « Pat » Watkins

Révérend M. Brown, membre du comité consultatif

Lyle Talbot, président

Lyle Browning, vice-président

Alton C. Parker (président sortant)

Charles Q. Hall (trésorier)

Toronto United Negro Association

355 College Street - Toronto 2B, Ontario - Telephone 922-0682

PRESIDENT
MR. EDWARD CLARKE
VICE-PRESIDENT
MR. GEORGE CARTER
SECRETARY
MR. ST. CLAIR PINDAR
TREASURER
MISS HAZEL JACKSON
MR. OSSIE ROBERTS
MRS. JACQUELINE SKINER
MR. ROY WILKINS
MR. JOHN BLACKWOOD
MR. GOLDSWORTHY SKEETE



JULY 9, 1963

DEAR SIRs:

IN VIEW OF THE PRESENT CIRCUMSTANCES SURROUNDING OUR FELLOW NEGROES IN THE UNITED STATES IN THEIR LIFE AND DEATH STRUGGLE FOR THEIR RIGHTS AND COMPLETE ACCEPTANCE, WE FEEL THAT THE NEGRO COMMUNITY SHOULD BE AWARE OF THEIR CONDITIONS AND NEEDS, AND RISE TO THE OCCASION WITH AID. WE MUST NOT IN OUR HASTE TO HELP, FORGET THAT CANADA IS ALSO GUILTY OF RACE BIAS.

AS WE HAVE SEEN FROM TWO WORLD WARS, WHATEVER HAPPENS IN ONE PART OF THE WORLD, DOES AFFECT THE WORLD DIRECTLY. FOR WHO HAD THOUGHT THAT THE FASCIST LEADER, MUSSOLINI, MARCHING INTO ETHIOPIA WOULD AFFECT US, BUT IT DID. EVERYTIME FREEDOM IS DENIED TO ANY PERSON IT ENDANGERS ALL WE FOUGHT, DIED AND STOOD FOR.

SO THE TORONTO UNITED NEGRO ASSOCIATION IS ASKING ALL CHURCHES, FRATERNITIES AND CLUBS IN OUR COMMUNITY TO INCORPORATE A PERMANENT COMMITTEE, ONE WHICH WOULD UNITE THE VOICE OF THE NEGRO COMMUNITY INTO A POWERFUL FORCE. WE BELIEVE THE TIME HAS COME, THE NEED HAS ARISEN, FOR US TO UNITE OUR FORCE AND STRENGTH, DON'T YOU?

WE THEN ASK THAT A REPRESENTATIVE FROM YOUR ORGANIZATION TO ATTEND THIS MEETING.

REPRESENTATIVES FROM THE CHURCHES, LODGES, CLUBS AND ASSOCIATIONS WILL MAKE UP THE COMMITTEE.

I TRUST THAT YOU WILL ALSO SEE THE NEED FOR THIS COUNCIL.

UNTIL WE MEET ON THURSDAY, JULY 25TH AT 8:00 PM AT ³⁵⁵355 COLLEGE STREET.

YOURS SINCERELY,

PS...PLEASE SEND REPLY TO:
MR. E. CLARKE, APT. 3,
34A VERMONT AVE.,
TORONTO 4, ONTARIO.

ST. CLAIR PINDAR,
SECRETARY

Lettre de St. Clair Pindar, de la Toronto United Negro Association, à Daniel G. Hill et à d'autres personnes
Date : le 9 juillet 1963
Fonds Daniel G. Hill
Code de référence : F 2130-2-1-2
Archives publiques de l'Ontario

Messieurs,

Compte tenu de la situation actuelle de nos frères noirs aux États-Unis, qui mènent un combat à mort pour leurs droits et leur pleine acceptation, nous estimons que la communauté noire devrait prendre conscience de leur condition et de leurs besoins, et se montrer à la hauteur en leur apportant son aide. Dans notre empressement à aider, nous ne devons pas oublier que le Canada est également coupable de préjugés raciaux.

Comme nous l'ont montré les deux guerres mondiales, tout ce qui se passe dans une partie du monde a des répercussions directes sur le reste du monde. Qui aurait pu imaginer que l'invasion de l'Éthiopie par le leader fasciste Mussolini aurait des conséquences pour nous? Et pourtant, cela a été le cas. Chaque fois que la liberté est refusée à une personne, cela met en péril tout ce pour quoi nous nous sommes battus, tout ce pour quoi nous sommes morts et tout ce que nous défendons.

C'est pourquoi la Toronto United Negro Association demande à toutes les églises, fraternités et associations de notre communauté de créer un comité permanent qui permettrait d'unir la voix de la communauté noire en une force puissante. Nous pensons que le moment est venu, que le besoin s'est fait sentir, pour nous d'unir nos forces et nos énergies, n'est-ce pas?

Nous demandons alors à un représentant de votre organisation d'assister à cette réunion.

Les représentants des églises, loges, clubs et associations composeront le comité.

Je suis convaincu que vous comprendrez également la nécessité de ce conseil.

À jeudi 25 juillet à 20 h, au 355, rue College.